



Élections européennes 2019 : une déclaration des Églises riveraines du Rhin

Façonner l'avenir de l'Europe !

Un encouragement des Églises riveraines du Rhin

Nous vivons en tant que croyants de part et d'autre du Rhin. Après deux guerres mondiales, une nouvelle coexistence s'est développée en Europe. Elle combine l'ouverture des frontières et la liberté individuelle avec la réussite économique et la responsabilité sociale, dans le souci d'un équilibre raisonnable des intérêts. Des institutions solides, qui protègent les droits des individus et les engagent en faveur du bien commun, ont été mises en place, dans la perspective d'une responsabilité mondiale. L'Europe est notre avenir !

En tant qu'Églises protestantes à la frontière franco-allemande, nous voulons contribuer à façonner l'Europe. Nous appelons donc tous les citoyens européens à participer aux élections européennes du 23 au 26 mai 2019.

Les six points suivants nous semblent particulièrement importants pour l'avenir de l'Europe ; ils devraient alimenter nos réflexions autour du vote.

1. Construire la paix !

L'Europe vise **une paix réaliste** qui doit être alimentée par la mémoire critique de l'histoire et par une vision claire des conflits actuels. Cette paix prospère grâce à la rencontre ouverte des peuples, même si leurs nations étaient auparavant ennemies. La paix se nourrit de la volonté de considérer le point de vue des autres et de la recherche d'un équilibre réaliste des intérêts. Alors la réconciliation devient possible même après des siècles d'hostilité, et les conflits peuvent être résolus sans recourir à la force militaire.

Le Christ est notre paix ; en tant qu'Églises, nous devons faire œuvre de paix. Nos Églises, empêtrées dans les nationalismes qui ont légitimé la violence lors de deux guerres mondiales, ont reconnu leur culpabilité. Nous voulons désormais être des Églises sur la voie d'une paix juste et nous nous sommes donc mis en route sur ce chemin de justice et de paix. Nous voulons ainsi promouvoir l'action non-violente et favoriser des rencontres transfrontalières, en particulier pour les jeunes. Les échanges et rencontres avec les peuples d'Europe de l'Est et du Sud-Est, ainsi qu'avec nos Églises partenaires orthodoxes sont pour nous d'une particulière importance.

Nous appelons les partis politiques européens à développer fortement les compétences de l'Union européenne et à viser la résolution diplomatique et politique des conflits de manière durable. La politique de défense européenne est à renforcer, mais les dépenses militaires ne doivent pas augmenter au détriment d'une politique favorisant la paix. Construire **la paix sur des bases négociées et réalistes** doit devenir la marque de fabrique de l'Union européenne.

2. Pour une Europe plus équitable et plus solidaire !

L'Europe porte le souci de la **justice sociale**. Elle se préoccupe de celles et ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins ; elle veille à l'équilibre entre riches et pauvres, entre régions européennes fortes et régions structurellement faibles, notamment par le biais des fonds structurels et une politique de cohésion. L'Europe cherche à contribuer à un développement social, politique et économique juste de l'ensemble du monde, au sens des objectifs du développement durable, fondamentaux pour l'avenir de l'Europe.

Le Christ nous a confié les pauvres et les étrangers comme nos frères et sœurs. C'est pourquoi nous, Églises, nous voulons développer la coopération diaconale européenne. Nous nous concentrons en particulier sur les régions d'Europe en crise et sur les personnes qui risquent le plus de souffrir du marché unique : les jeunes chômeurs, les "Euro-orphelins", les travailleurs migrants, les soignants venus d'Europe de l'Est. Nous nous opposons à l'absolutisation de la pensée économique. Nous nous engageons politiquement et à travers nos efforts de formation en faveur d'un développement mondial plus équitable.

Nous appelons les partis politiques européens à faire de la lutte contre le chômage des jeunes et la pauvreté des personnes âgées, ainsi que de la mise en œuvre contraignante des droits sociaux européens un objectif prioritaire de leurs efforts. Les dépenses consacrées à la coopération, au développement, et à la résolution diplomatique et politique des conflits, doivent être accrues. Les accords de libre-échange doivent être conçus de manière que les pays du Sud puissent également en bénéficier. **Les objectifs sociaux et l'engagement en faveur de la justice** devraient être la marque de fabrique de l'Union européenne.

3. En route vers une Europe climatiquement neutre d'ici 2040 !

L'Europe vit depuis des années **au-dessus de ses moyens** aux dépens du reste du monde et des générations futures. De nombreuses forces au sein de l'Union européenne et de la société civile s'efforcent d'arrêter cette évolution en préconisant des normes environnementales et en proposant des solutions multilatérales pour limiter les changements climatiques, préserver la biodiversité, réduire l'utilisation des ressources et l'accumulation de déchets.

Toute la création aspire au salut. C'est pourquoi nous, Églises, nous nous engageons à encourager le respect pour toute vie. Nous voulons agir de manière crédible dans notre propre domaine de responsabilité et devenir climatiquement neutres le plus rapidement possible. Nous soutenons les initiatives locales et régionales de développement durable. Dans la foi, nous recevons le courage de changer notre vie personnelle et de rendre possible le développement durable et la justice climatique. Nous appelons les partis européens à placer la **justice climatique** en tête de leur agenda politique. Au cours de la prochaine législature, l'Union européenne doit se fixer des objectifs ambitieux, notamment dans le domaine de la politique industrielle et agricole, et dégager davantage de ressources pour soutenir les victimes du changement climatique. Une politique européenne durable exige **une perspective mondiale et des changements impopulaires**. Les Églises soutiendront toutes celles et ceux qui les initient.

4. Protéger la liberté individuelle et les droits des personnes face au pouvoir économique et politique !

L'Europe est considérée dans le monde entier comme **un continent de liberté individuelle**. Nous nous réjouissons de l'ouverture des frontières, de la liberté des échanges de biens et de services et, bien qu'encore limitée, de la libre circulation dans la recherche d'emplois. Nous sommes très reconnaissants aux institutions européennes qui protègent les droits des individus, en particulier la Cour européenne des Droits de l'Homme. Il convient de renforcer la protection des libertés civiles individuelles et collectives, en particulier contre les sociétés multinationales et les gouvernements autoritaires.

Le Christ nous a libérés et appelés à la liberté. En tant qu'Églises, nous nous opposons à tous les systèmes autoritaires qui maltraitent les gens en prétendant régenter tous les domaines de leur vie. La liberté de croyance et de religion sont des éléments fondamentaux des Droits humains. Avec d'autres, nous nous posons en défenseurs des Droits humains. Dans ce domaine, **les droits des migrants sont actuellement la pierre angulaire du débat**.

Nous appelons les partis politiques européens à s'engager en faveur des libertés individuelles des citoyennes et des citoyens. Quatre domaines sont particulièrement importants pour nous :

- la **numérisation** devrait être encadrée de manière à renforcer le pluralisme et la liberté d'expression, à protéger la démocratie tout en assurant la protection de la vie privée.
- Face aux régimes autoritaires qui se renforcent dans le monde entier et restreignent les libertés individuelles ainsi que les actions de la société civile, l'Europe doit favoriser une culture participative et transparente.
- L'Europe a une responsabilité particulière dans le renforcement universel des Droits humains ; pour y parvenir de manière crédible, l'Union européenne doit développer une politique commune et humaine en matière de **réfugiés** et protéger les droits des migrants au sens des valeurs fondamentales (Convention de Genève, Convention européenne des Droits de l'Homme).
- De nombreux pays européens restreignent la liberté religieuse, souvent dans le cadre d'une législation visant à mieux encadrer la présence de l'islam. Les minorités religieuses sont

particulièrement affectées par ces restrictions : l'Europe doit maintenir en vigueur ces droits fondamentaux.

5. L'Europe est diverse et plurielle !

L'Europe est bien plus qu'un espace économique unique. **Sa force réside dans l'interaction de différentes régions et traditions.** La pluralisation croissante des sociétés suscite une diversité des cultures et confronte les sociétés européennes au défi de la coexistence pacifique. Grâce à des partenariats entre communes et à de vastes programmes d'échanges, notamment d'étudiants, les Européens apprennent à se connaître au-delà de leur langue, leur culture, leurs attitudes et leur mode de vie. Ensemble, ils peuvent relire l'histoire des conflits européens et découvrir la profondeur de leurs liens. Une identité européenne s'affirme donc, en particulier chez les jeunes.

Le Christ nous unit en un seul corps. En tant qu'Églises, nous apprenons à comprendre notre diversité comme un enrichissement, à vivre ensemble dans une diversité réconciliée. Que serait l'Église de Jésus-Christ si les Églises orthodoxes, l'Église catholique romaine et les Églises libres n'existaient pas ? Cette question concerne aussi la rencontre des cultures européennes. La fin de l'homogénéité religieuse qui caractérise depuis longtemps de nombreux pays européens, est amorcée. C'est un défi important que nous, Églises, devons relever. Nous devons apprendre à traiter les autres confessions, religions et visions du monde avec respect, à développer une culture de l'hospitalité, à promouvoir les lieux de rencontre locaux et internationaux, et à rechercher des moyens communs de travailler pour la paix, la justice et la sauvegarde des ressources naturelles de la Création.

Nous appelons les partis européens à **résister à tous les élans populistes** clairement anti-européens, qui non seulement visent à dresser les traditions régionales et nationales contre l'Europe, mais qui forgent leur identité par l'exclusion des plus faibles. Les minorités doivent être protégées. La réponse des Églises devrait être de **créer davantage de lieux de rencontre** où la diversité culturelle, mais aussi les expériences difficiles de l'histoire et des conflits peuvent être abordées ouvertement et où les préoccupations européennes peuvent être développées de manière constructive.

6. Renforcer l'État de droit et la démocratie participative !

Avec les Traités européens et l'institution de la Cour de justice des Communautés européennes, l'Europe représente une forme de gouvernement qui **limite le pouvoir par la loi** et permet à tous les citoyens de contribuer à la vie politique par des procédures démocratiques. À l'ère de la numérisation et de la concentration du pouvoir et de la richesse entre les mains d'un petit nombre, ce cadre doit être garanti.

"Le Christ est le Seigneur." Cette confession relativise tout pouvoir séculier et nous encourage, dans les Églises, à promouvoir la participation démocratique la plus large possible. Nous voulons promouvoir l'œcuménisme en Europe et renforcer les organismes ecclésiaux européens existants. Nous voulons soutenir activement la tolérance et la démocratie dans la société. Nous assumons la responsabilité des régions dans lesquelles nous vivons dans le cadre de la subsidiarité.

Nous appelons les partis politiques européens à **s'opposer à l'autoritarisme** croissant, à promouvoir le développement de l'État de droit et la séparation des pouvoirs. Les droits du Parlement vis-à-vis de la Commission et des gouvernements nationaux doivent être renforcés, le Parlement européen doit se voir accorder le droit d'initiative afin d'être en mesure d'élaborer plus activement la politique européenne. Le lobbying en faveur des intérêts économiques doit être limité. De nouvelles formes de participation des citoyens européens aux processus politiques et aux droits des régions doivent être développées. Les décisions politiques devraient ainsi être fondées sur le **principe de subsidiarité**, afin que les personnes puissent expérimenter dans leur espace social la démocratie participative.

Par votre vote, renforcez l'Europe démocratique, solidaire et diverse qui toujours à nouveau recherche la dignité humaine, apporte la paix et la justice et préserve la création !

L'Église régionale protestante du pays de Bade,
l'Église protestante du Palatinat,
l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine.